

Évolutions criminologiques

Xavier RAUFER

Printemps 2022

I – Recherche criminologique

- Le libéralisme, sa forte myopie face au crime¹

Au début du XX^e siècle encore, d'éminents penseurs d'inspiration libérale comme Paul Valéry (son culte de l'individu), savent encore définir et penser la nation. Voici la belle définition qu'il en donne : « Une nation est une substance vivante. Ni la race, ni le domaine, ni les croyances, ni les coutumes, ni les intérêts, ni le langage-même, ne suffisent à la définir. Ce ne sont là que des caractères qui ne sont point de nécessité. Mais l'essence d'une nation consiste dans le sentiment d'une commune et indivisible destinée. Par lui, les âmes secrètement accordées sont prêtes à cette alliance instantanée, à cette compréhension mutuelle immédiate, à cette résonance identique de leurs profondeurs qui, dans les

heures historiques, font merveilleusement de tout un peuple un seul être ».

Ainsi est proprement définie l'essence de l'État-nation, seul rempart de peuples, sans lui livrés nus aux GAFAM et autres ploutocrates. Or depuis la fin de la guerre froide, un néo-libéralisme effréné vise à abolir cet État-nation qu'il déteste et méprise. Dans la mondialisation déchaînée, tout obstacle à la suprême fluidité - finance, commerce, déplacements - lui est toujours plus odieux. Car, dans ce cadre national, la répression du crime, la proscription de l'illicite, ralentissent, voire bloquent plus péniblement encore, ce flux qui, sans obstacle, assure seul le souverain bien - enfin, s'il est vu comme prestation de service, du boutiquier à sa clientèle.

On ne peut anéantir le crime ? Le libéralisme-libertarien peut au moins l'ignorer ; une

quantité si négligeable ne méritant pas même qu'on la mentionne. Exemple « La grande réinitialisation » mégaprojet post-COVID de M. Klaus Schwab et du Forum de Davos. Voici l'essentiel de sa table des matières : caractéristiques déterminantes du monde actuel... réinitialisation technologique... réinitialisation industrielle... redéfinir notre humanité... santé mentale et bien-être... créativité, nature... Sont parfaitement ignorés dans ce projet de Davos : crime... mafia... islamisme... salafisme... Ces négligeables balivernes ainsi ignorées, l'avenir n'en est que plus radieux encore...

Surgi dans toute sa puissance quand s'abolit l'ordre bipolaire mondial, ce libéralisme-libertarien ne doit rien à la génération spontanée. Dès la décennie 80, des intellectuels anarchisants entreprennent de diluer, sinon dissoudre, l'État-nation, en remontant à ses origines. Pour ces auteurs, existe en effet une originelle parenté entre l'État et le crime organisé, partant d'une commune matrice, la guerre, d'où ces deux phénomènes procèdent - dit le dogme libertarien. Charles Tilly suit ainsi l'évolution des États européens, du XVI^e au XVII^e siècle ; son étude veut établir « L'analogie de la guerre et de la construction de l'État, avec le crime organisé » - en tout cas elle le prétend car l'analyse présentée ici apporte peu d'illustrations ou preuves crédibles. Tilly définit d'abord les États-nations : « organisations différenciées, relativement centralisées, dont les fonctionnaires revendiquent avec plus ou moins de succès le contrôle des principaux moyens concentrés de contrainte sur une population, dans un territoire vaste et continu ». En effet, présenté comme ça, Palerme n'est pas loin... Ici tout est affaire de taille (Tilly) : « L'interdépendance entre la guerre et la

construction de l'État, ainsi que l'analogie entre ces deux processus est que, quand le succès et l'échelle sont moindres, nous l'appelons crime organisé... le banditisme, la piraterie, les rivalités territoriales entre bandes, la police et la guerre s'inscrivent sur un même continuum ». Jeanne d'Arc, le général De Gaulle, Francis le Belge : question d'échelle, vous dit-on.

Et une pratique commune, le racket (Tilly) : « les gouvernements offrent une protection contre la violence intérieure et extérieure, ils affirment que les prix qu'ils appliquent couvrent à peine les coûts de cette protection » ; malgré ce désir de justeprix et dès cette époque « le continuum allait des pirates et des bandits jusqu'aux rois, en passant par les collecteurs d'impôts, les détenteurs de pouvoirs régionaux et les soldats professionnels ».

Là, on dégringole de la démonstration politique dans l'erreur d'analyse, par ignorance ce que furent les guerres de religion (Tilly) : « Il était attendu des soldats et marins au service du roi qu'ils se servent chez les populations civiles : réquisitions, viols, pillages. Une fois démobilisés ils poursuivaient généralement ces pratiques mais sans la même protection royale ; les navires démobilisés devenaient ainsi des vaisseaux pirates, les troupes démobilisées, des bandits ».

Pour les pirates au moins, c'est faux : la piraterie naît aux confins des XVI^e et XVII^e siècles, d'une guerre entre bloc catholique (Espagne, Portugal) et protestant (Angleterre, Pays-Bas). Avant le traité d'Utrecht (1713) la guerre de course est clairement confessionnelle. Même en France, les plus célèbres corsaires rochelais,

Levasseur, Legrand, l'Ollonois, sont de fervents calvinistes attaquant les navires catholiques espagnols et portugais, comme irréguliers du front protestant mondial². Utrecht signé, l'affrontement religieux prend fin : la course dégénère en piraterie - les États et leurs monarques n'y peuvent rien. Aux Caraïbes, la zone grise d'alors, boucaniers et Frères de la côte perdent leurs repères religieux et pillent dès lors les navires de toutes confessions.

Quant à l'affirmation que (Tilly) : « La prédation, la coercition, la piraterie, le banditisme et le racket ont des points communs avec leurs honnêtes cousins du gouvernement responsable », elle est gratuite et vise simplement à disqualifier - sans prouver.

- « Diversité » et paix publique ³

Maîtres-mots du dogme progressiste-libertaire « inclusif... diversité » : passons de la doctrine à la réalité du terrain. Voici la Guyana, prototype multiracial-multiculturel et véritable mosaïque de communautés jetées là par les hasards de l'histoire - les indigènes du lieu ayant de longue date disparu (massacres, épidémies, alcoolisme, comme d'usage). Quoi d'inclusif dans un « pays » ou « deux nations vivent dans la même maison » (Noirs d'Afrique et Indiens des Indes) ; où des partis politiques à base raciale voient leurs militants s'entretuer sur base raciale ; où, au début de la décennie 2000, des guerres de gangs ethniques ont fait des centaines de mort ?

Depuis, des « milices d'autodéfense » (à base raciale bien sûr) s'affrontent d'autant plus qu'on a trouvé près des côtes du « pays » de prometteurs gisement d'hydrocarbures...

Comme à Chypre, en Irlande ou ailleurs, la « diversité » et « l'inclusion » sont en fait des pièges sémantiques tendus à ceux qu'ensuite on exploite ou pille - où ils tombent d'autant plus aisément qu'ils sont hypnotisés par leurs guerres intestines.

- Misère et crime (*une fois encore...*)⁴

Deux massives études scientifiques scandinaves portant sur plus d'un million de sujets ne trouvent nul lien entre pauvreté et crime, une fois d'autres facteurs (auparavant ignorés) pris en compte.

FINLANDE 2021 - Lien entre revenu familial durant l'enfance et risques ultérieurs de troubles psychiatriques, de toxicomanie ou de criminalité violente PAS AVÉRÉ. La cohorte finlandaise comprend ±650 700 personnes : augmentation du revenu familial associé à une probabilité plus faible de troubles psychiatriques, de toxicomanie et d'arrestation pour crime violent, SUPPOSÉ DANS UN PREMIER TEMPS ; ensuite, comparaison entre frères et sœurs d'une même famille MAIS plus tard dotés de niveaux de revenus différents, LA CORRÉLATION DISPARAÎT. Le lien entre revenu familial, troubles psychologiques et toxicomanie, plus arrestations pour crimes s'explique donc par des risques familiaux partagés, SANS NUL LIEN DE CAUSE À EFFET. À 15 ans, pour chaque augmentation de \$15 000 du revenu familial, la probabilité de maladie mentale grave baisse de 9% ; et de 23% pour les arrestations pour crimes violents. Mais cette corrélation s'estompe si l'on applique des modèles de comparaison frères-sœurs.

SUÈDE 2018 - Un faible statut socio-économique familial est un indicateur supposé fort de comportements criminels

et de toxicomanie à l'âge adulte ; MAIS ici, le lien cause-effet est douteux. Le revenu familial de l'enfance prédit-il la criminalité violente et la toxicomanie de l'adulte ? Ces associations peuvent-elles à l'inverse s'expliquer par des facteurs de risques familiaux non-observés ? Voici l'étude nationale suédoise portant sur des cohortes familiales nées de 1989 à 1993 : 526 167 personnes, dont 262 267 cousins et 216 424 frères et sœurs, tous de 15 à 24 ans. Les enfants des parents du quintile de revenu le plus faible ont à première vue sept fois plus de risque d'être condamnés pour criminalité violente, que ceux du quintile le plus élevé. MAIS ce lien s'estompe fort si l'on prend en compte des facteurs de risques familiaux auparavant ignorés. DONC, ces facteurs ignorés intégrés à l'analyse, il n'y a PAS DE LIEN entre le revenu familial, d'une part ; et de l'autre, le risque ultérieur de criminalité violente ou de toxicomanie.

- **Anticiper crimes et terrorismes⁵**

Handbook of terrorism prevention and preparedness - International Center for Counter-Terrorism, The Hague, Netherlands (ouvrage reçu en octobre 2021). Il s'agit là plutôt d'une étude historique sur le terrorisme (surtout islamiste) tel qu'il fut de 2000 à 2020 ; étude plutôt statique et rétrospective, malgré son titre ; une immense préparation à l'antérieur vu comme fixe, voire immuable : terrorisme d'un jour, terrorisme de toujours.

Quid des terrorismes d'État ? Des hybrides terreur-crime ? Quid de formes émergentes (« Incels », etc.) ; quid des terrorismes de demain ? : tout ce qui figure dans ce manuel y a été repéré et étudié par exclusif usage du rétroviseur. Détaillons :

PARTIE I - Leçons pour la prévention du terrorisme (tiré de la littérature connue, des écrits du champ d'étude) : du PASSÉ,

PARTIE II - Prévention de la radicalisation (de sujets islamistes DÉJA CONNUS),

PARTIE III - Prévention des préparatifs (selon des méthodes connues, PASSÉES),

PARTIE IV & V - Prévention et mise en alerte sur des attentats - management des préparatifs (partant d'exemples anciens, PASSÉS),

Rien sur l'évolutif, rien sur la temporalité : « *lessons learned* » de campagnes de contre-insurrection et de contre-terrorisme antérieures ; prévention situationnelle au passé simple. À étudier le terrorisme comme ça, on commence à se méfier des Taliban en 2001, alors que Nasirullah Babar Khan, maître stratège pakistanais-pachtoune, racontait avant sa mort avoir préparé ce plan de mobilisation des étudiants des *madrassas* afghanes du Pakistan... dès 1973.

SRI LANKA, Pâques 2019 - l'aveuglement à l'œuvre - En majorité bouddhiste, la population de Ceylan compte deux minorités substantielles : chrétienne et musulmane. Le dimanche de Pâques 2019, vague d'attentats-suicides islamistes dans des églises, des hôtels, etc. ; un terrible massacre : ±250 morts. L'« État islamique » (EI) revendique. Même, a contribué aux préparatifs car la plupart des « martyrs » viennent de Syrie, via des camps de réfugiés de Turquie. Là, ils ont appris à fabriquer ces gilets explosifs (TATP+clous et boulons⁶) typiques de l'EI. Or à Ceylan, des experts officiels et dirigeants musulmans modérés ne cessent d'avertir du risque croissant

d'un attentat-massacre - mais nul ne les écoute. Dès novembre 2016, le ministre de la Justice, Wijeyadasa Rajapakshe informe son parlement : 25 jeunes musulmans radicalisés de l'île sont partis combattre au Moyen-Orient, ce qui pose un « problème grave » ; en 2015, le premier Sri-lankais affilié à l'EI est d'ailleurs tué en Syrie. Mais les usuels esprits bienséants traitent d'« islamophobe » le clairvoyant ministre.

Plus tard en 2016, des musulmans modérés donnent au chef de la police 11 dossiers détaillés sur de fanatiques coreligionnaires - dont le chef islamiste local et organisateur du carnage, Zaharan Hashim ; celui-là même qui, sur la vidéo revendiquant le carnage, clame son allégeance à l'EI ! Mais ces officiels ignorent ou rejettent tous ces avertissements.

Après le massacre, 140 suspects sont arrêtés ; tous, des musulmans sri-lankais. Leurs noms, rôles, etc. sont révélés : Mohamed Mohamadu H. a fabriqué les gilets explosifs ; Abdul Lateef J. faisait des aller-retour Syrie-Ceylan ; Inshaf et Ilhan I., d'une riche famille, facilitaient l'infiltration de l'EI dans la haute société musulmane locale et finançaient les préparatifs. Une cellule de l'EI existait bien à Ceylan depuis 2013 ; cela, le gouvernement le savait fort bien - car par ailleurs, son service de renseignement militaire surveillait cette cellule de près, craignant qu'elle n'attaque des soufis locaux.

Ainsi, tout savoir d'une entité terroriste, partant de gros volumes ou de tuyaux 100% sûrs, n'empêche rien si le pouvoir politique est aveugle ; en matière de crime et de terrorisme, il en va d'ailleurs de même de l'intelligence artificielle et de l'usage qu'on en fait.

Pour l'expert californien Andrew Ng, « l'intelligence artificielle est la nouvelle électricité » - saisissante formule, mais gare aux électrocutions. Voyons ce qu'il en est des systèmes de police-justice fondés sur l'IA, dont le plus célèbre fut PREDPOL (rebaptisé GEOLITICA, l'arnaque prédictive étant éventée). À Los Angeles (et autres villes) PREDPOL dit où la police doit patrouiller, selon l'analyse des lieux où, PAR LE PASSÉ, le plus d'infractions ont été commises. Donc ces lieux subissent plus encore de patrouilles ; donc on y arrête plus de suspects encore ; dont le *hotspot* devient encore plus *hot* - d'où plus de patrouilles, etc. Celui qu'on arrête en un lieu si « chaud » file droit dans les logiciels utilisés par la justice pour décider des libertés provisoires, incarcérations, etc. Si l'intéressé est souvent interpellé dans un *hotspot* (ou y habite...) il écope de prison ferme, car les logiciels type PREDPOL fonctionnent en agrégeant et comparant des données. Ainsi PREDPOL & co. ne reflètent plus les préjugés d'un policier ou d'un magistrat - mais ceux des concepteurs du logiciel, ce qui peut être pire encore - si vous n'habitez pas au bon endroit.

« *Minority Report* » : prédictions hasardeuses (civiles ou militaires) - Régulièrement, les médias anglo-saxons de masse font le coup de *Minority report*, nouvelle de Philip K. Dick tournée en film, où des voyants rêvent de crimes à venir - ce qui est à cent lieues du *high-tech* ou l'intelligence artificielle. Au point que la mention de *Minority report* est devenue l'utile marqueur d'une arnaque à la PREDPOL. Parmi les récentes (2021) : des caméras (5G+IA) sachant « lire les émotions humaines » sur les visages, dans une foule, pourront avertir la police d'infractions ou d'attentats en gestation. Or bien sûr (léger

détail...) ces caméras sont fort piratables. Évitera-t-on des attentats, ou bien plutôt des pirates pourront-ils ainsi susciter de (meurtrières) paniques ? Là est la question.

Anticiper ce que concocte l'ennemi ?

Enfantin : on aspire des données par satellite ; des capteurs sous-marins et autres outils de cyberguerre complètent la cueillette ; l'intelligence artificielle mouline tout ça, détermine des tendances - et hop ! Vous déployez vos forces et préemptez l'ennemi. Qu'en est-il de ces dispositifs de guerre électronique sachant désormais « étouffer » toutes ondes émises sur un territoire donné ? par esprit de *fair-play*, l'ennemi voudra bien avoir l'amabilité de ne pas en user.

58

FRANCE : science-fiction, prospective, etc. Récemment, l'agence de l'innovation de la défense (AID) suggérait que la science-fiction sait « nous inventer des mondes futurs qui peuvent nous permettre d'identifier la surprise stratégique, de nouvelles menaces, de nouvelles conflictualités... Il y a sans doute des choses qu'on ne verra pas venir, autant trouver les moyens de ne pas être surpris ». La ministre de la défense, Mme Parly, approuve l'idée d'« utiliser la science-fiction pour mieux imaginer les menaces de demain et anticiper notre manière de les combattre ». Le bureau prospective et stratégie militaire de l'état-major des armées semble lui aussi friand de scénarios géopolitiques de type Red Team/Blue team, et d'immersion dans des sphères de réalité alternative, pour « voir en dehors du cadre ».

Souhaitons bonne chance à ceux qui ouvrent cette voie - sans excessives illusions. L'auteur de ces lignes est un boulimique de

science-fiction : de son adolescence à ce jour, il en a lu l'équivalent d'une sérieuse bibliothèque. Notamment, il a dévoré (et possède) toute l'œuvre de Philip K. Dick, qui, dès l'Amérique des années 1960 - 50 ans avant les « retouches Photoshop » et les *deep fakes* - pré-voit le règne de l'incertitude. Manipulée, falsifiée par de secrètes forces malfaisantes, la réalité ne mérite plus nulle confiance. Dans le cauchemar halluciné où rôde l'homme, le malaise a tout envahi ; il y survit par sa seule paranoïa. Bien plus qu'un simple écrivain de science-fiction, Philip K. Dick est ainsi un authentique *devancier*. Ce que la Défense recherche, ce sont des *devanciers*. Or bien rares sont les auteurs de science-fiction entrant dans cette rarissime catégorie - et bien des devanciers - Nietzsche, Rimbaud, etc. n'ont rien à voir avec la science-fiction.

Prévoir les crises ? À l'été 2021, un « observatoire français d'analyse et de prospective des crises futures » se donne le plan d'action suivant :

1 - Créer une base de données rassemblant l'ensemble des études du ministère (auquel l'observatoire est rattaché) - études, donc, *passées*,

2 - Fournir des outils de compréhension des crises (*passées*),

3 - Créer une culture de retour d'expérience et de diffusion des bonnes pratiques (à partir de 1 & 2, qui puisent dans un stock de données *passées*),

4 - (*grand saut dans le vide...*) Anticiper les crises du futur et préparer leurs scénarios de gestion et de montée en puissance des moyens techniques et humains (?).

Arriver à 4 en partant de 1,2 et 3 est aussi impossible que, pour un homme, de monter sur le toit et de s'envoler en battant des bras ; insistons : 4 nous parle de l'incertitude, qui n'est modélisable *sous aucun prétexte*.

LE DOMAINE DU « PRÉ » - diagnostic : la voie fructueuse. Rappel :

- Sans une bonne compréhension du « domaine du pré... » (pré-voir, pré-dire, pré-parer, etc.), toutes les merveilles technologiques présentes ou à venir, outils, dispositifs, intelligence artificielle incluse, perdent l'essentiel de leur effectivité.

- Parler du « domaine du pré... » c'est bien sûr parler du temps, de la temporalité. À ce propos, sur l'alerte, la prévention, rappelons INLASSABLEMENT que, de toute éternité à ce jour même, l'incertitude n'a jamais été et n'est toujours pas modélisable. Si c'était le cas, il suffirait d'un logiciel pour gagner à tout coup le gros lot des loteries.

- Sommes-nous pour autant désarmés ? Condamnés à subir ? Dans l'éternelle position du gardien de but lors des tirs de *penalties* ? Non : comme la génération spontanée n'existe bien sûr pas plus en criminologie qu'en biologie, nous pouvons nous engager dans la voie fructueuse (ouverte de longue date par l'art médical) de la *symptomatologie* : signes avant-coureurs, signaux faibles et ruptures d'ambiance. Aller dans cette voie permet en effet de comprendre tôt et de réagir à temps. Paul Morand disait déjà avant-guerre « Sur de petits faits au présent, pressentir, deviner l'avenir ».

II – France

• Déjà avant la seconde guerre mondiale... ⁷

Paul Morand, encore. Côté sécurité, voici sa description fort moderne de Paris en 1933 : « Paris, asile d'une tourbe que toutes les frontières du globe ont refoulée, capitale d'un pays qui se place en tête pour l'immigration, théâtre des attentats de réfugiés politiques pour lesquels seule une chambre aux notions quarante-huitardes et périmées conserve encore quelque indulgence, patrie des armes prohibées achetées plus facilement que les boîtes d'allumettes, des revolvers qui partent tout seul, des jurys qui acquittent, des officines de faux papiers, des attaques nocturnes, qui rendent cette bonne ville tellement plus périlleuse que Londres... ».

• 1975 : premier grand braquage du premier grand hypermarché ⁸

Près de Troyes (Aube), Barberey-Saint-Sulpice accueille en 1968 le premier hypermarché Mammouth. Qui subit au soir du 11 juillet 1975, le premier grand braquage-à-domicile (en anglais, *home-jacking*) de notre histoire criminelle. Ce soir-là, trois hommes armés investissent la maison de son directeur, kidnappent sa femme et deux de ses enfants. Appelé à son bureau par son épouse (forcée), le directeur rentre chez lui, puis retourne au Mammouth avec un des bandits, les deux autres gardant les otages. Le coffre est vidé (200 000 francs ; ±144 000 euros, fin 2020). Retour à la maison directoriale : les bandits fuient avec la voiture de la mère, la famille restant ligotée, téléphone coupé. Les bandits ne sont jamais retrouvés.

- 1996 : émergence du « gangsterrorisme » ⁹

Ou, comme le disent les criminologues dès 2012, émergence des *hybrides* entre terreur et crime. Seize ans auparavant, précisément de janvier à mars 1996, le choc initial de cette néo-criminalité duale : les finalités du fanatisme, les méthodes du grand (ou petit) banditisme. Ce que la dizaine d'individus du « gang de Roubaix » initie alors reste sur le moment sans suite. Mais après un parcours souterrain, la terreur djihadi-salafiste éclate, seize ans plus tard, dans une Europe qui bientôt, n'en subit plus d'autre. Merah et ses successeurs, la fratrie Abdeslam, etc. font de la France et de la Belgique de 2015-2016, une zone de combat.

60

Or en fait, cette guerre-là commence le 27 janvier 1996 à Roubaix. Deux policiers approchent une Audi supposée volée. Soudain, de longues rafales de fusil d'assaut Kalachnikov, un policier blessé, dizaines d'étuis au sol. Les tireurs fuient. Tout près, un pistolet-mitrailleur *Skorpion* abandonné. Le 8 février, 2 équipes semblablement paramilitaires d'allure braquent des supermarchés dans le Nord et le Pas-de-Calais - Maigres butins de quelques milliers d'euros. (*Liste plus bas*). La R25 d'un de ces « commandos » est accidentée. Ces braqueurs - violents, décidés mais inexpérimentés - s'emparent alors d'une Mercedes. Son conducteur résiste ? Il est tué de 7 balles à bout portant. Les bandits fuient. Policiers tirés à l'arme de guerre... braqueurs paramilitaires... magasins de hard-discount braqués en série... un assassinat... Certes, on compte à l'époque ±120 braquages par an dans le Nord-Pas-de-Calais, mais ce qui se produit du 27 janvier au 8 février, c'est du jamais vu.

- Les braquages de février 1996 :

- 3/02 : Aldi-Haubourdin, Aldi-Lomme,

- 7/02 : Lidl-Auchy les mines,

- 8/02 : Lidl-Faches Thumesnil, Aldi-Croix (*un mort dans un car-jacking*).

Le ciblage d'une voiture du gang conduit à un vendeur de voitures d'occasion, dans la Belgique voisine. Ainsi est identifié Rachid S., issu du quartier hors-contrôle de l'Alma, à Roubaix. L'enquête avance, mais le 25 mars, sur le parking de l'Auchan-Leers, proche de Roubaix, un fourgon Brinks est tiré au lance-roquette et à la kalach. 17 balles dans le blindage. Les employés de la Brinks s'en tirent, les braqueurs fuient bredouilles. Le 28 mars, une voiture piégée est désamorcée à temps, devant le commissariat central de Lille.

L'affaire tourne à la guerre urbaine - il faut agir. Le 29 mars, les forces de l'ordre assaillent une maison anodine, rue Henri Carette - dans le quartier de l'Alma. Dès l'approche de la police, les suspects déclenchent un feu nourri - un millier de douilles au sol, à la fin des combats. Une heure et demie d'échanges de tirs plus tard, une bombe artisanale explose dans la maison qui s'embrase. Son toit s'effondre. Huit armes de guerre sont trouvées dans les décombres. Quatre islamistes y périssent : Saad el-Haidar (27 ans), Rachid Souimdi (25 ans), Amar Djouina (28 ans) et Nuri Altinkaynak (24 ans). Tous, y compris ceux dont les noms suivent, sont alors inconnus des services de renseignement français.

Une voiture des terroristes a pu fuir. Repérée sur une autoroute belge, allant vers Gand,

elle est bloquée par la police. Un terroriste, Christophe Caze, est tué dans des échanges de tirs : 27 ans, catholique, étudiant en médecine, converti radicalisé. Parti combattre en Bosnie en 1992, il intègre en 1994 la brigade de moudjahidine de Khaled Cheikh Mohamed - futur organisateur des attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington. Caze rentre en France en 1995 avec Lionel Dumont (que l'on retrouve plus bas) ; ils projettent d'aider leurs frères de combat avec l'argent de leurs braquages.

Retour à mars 1996 : des documents trouvés sur Caze donnent enfin le diagnostic : il s'agit bien de terrorisme islamiste d'inspiration internationale. Un autre islamo-braqueur fuit la voiture quand Caze est tué mais se rend après une prise d'otages ratée. Mais d'autres vivent dans une autre planque de la rue Carette - non des moindres. Entendant les explosions et tirs, ils comprennent et fuient. Retour en Bosnie, via Nice et l'Italie. Ce sont : Mouloud Boughelane, ex-moudjahid en Bosnie-Herzégovine, ami de Caze et Lionel Dumont, bras droit de Ch. Caze, issu de Tourcoing. Seul toujours détenu en France en 2021, il a aujourd'hui 50 ans. Issu d'une fratrie de 8 enfants, adolescent sympathique. Veut devenir militaire mais est refusé. Converti à l'islam, il croise Caze dans une mosquée de Roubaix et le suit dans sa dérive radicale puis terroriste.

Revenus en Bosnie, Dumont & Boughelane ne s'intègrent pas et reprennent leur vie de braqueurs. Arrêtés, ils prennent sur place 20 ans de prison. Devant être extradé vers la France en mai 1999, Dumont s'évade. Arrêté en 2003 en Allemagne, il est condamné en 2005 à 30 ans de réclusion ; 25 ans en appel. Il serait toujours islamiste aujourd'hui. Lors

de divers procès, les autres islamo-braqueurs de Roubaix sont eux-aussi condamnés : Mouloud Boughelane : 20 ans de prison ; Omar Zemiri (propriétaire de la planque de la rue Carette) 28 ans, puis 15 ; Hocine Bendaoui (radicalisé lors d'un pèlerinage à La Mecque, arrêté en Belgique en 1996) 18 ans. Tous ont été libérés sauf Dumont.

- **2020 : « Livre blanc de la sécurité intérieure » : bon diagnostic, mais...**¹⁰

L'introduction de ce Livre Blanc est des plus pertinentes : « Évolution des enjeux sécuritaires : vers de nouveaux défis pour les acteurs de la sécurité » - « Les incivilités peuvent ouvrir la voie de la délinquance. Il en ressort aussi un sentiment d'impunité chez leurs auteurs, qui vient renforcer le sentiment d'abandon de ceux qui les subissent » (*Zones hors-contrôle*) « Dans les quartiers dégradés, malgré les efforts considérables entrepris depuis de nombreuses années, l'insécurité persiste avec un risque plus élevé pour leurs habitants d'être confrontés à la délinquance et à la violence » - « Le banditisme des cités, qui contrôle majoritairement le trafic de stupéfiants, représente aujourd'hui la principale menace » - En France métropolitaine, hors Paris intra-muros, les circonscriptions de sécurité publique possédant au moins un QRR concentrent environ 40% de la délinquance enregistrée ». (*Aggressions des forces de l'ordre*) « En un an, une forte hausse des agressions contre les policiers, les gendarmes mais aussi les pompiers est constatée dans l'exercice de leurs missions : près de 34 000 faits contre les policiers en 2019, près de 11 000 faits contre les gendarmes (+6% en un an) et quelque 2 000 faits contre les pompiers (+19% en un an). Diagnostic lucide et

réaliste. Reste à voir ce qu'en donnera la suite, côté traitement, en fin de quinquennat.

- **2021 : quel est le coût du crime en France ?**¹¹

Chiffre d'affaires annuel du crime organisé, flux financiers pour 2020, en milliards d'euros (€/md) :

Infraction	Estimation haute	Estimation basse
Trafic des êtres humains, prostitution, etc.	4,1€/md	3,5€/md
Stupéfiants *	3,6€/md	3,1€/md
Contrebande	0,5€/md	0,3€/md
Racket, extorsions	0,1€/md	0,05€/md
TOTAL	8,3€/md	6,95€/md
% du PIB	7,9%	6,55

* *Économie des stupéfiants, hors des « petites mains » de la base : de 80 000 à 90 000 acteurs. Le seul cannabis (40% du chiffre d'affaires total des stupéfiants), fournit des revenus réguliers à ±30 000 individus.*

Dans les cités-quartiers hors-contrôle, les activités illicites touchent ±100 000 individus, « prolétariat criminel » au service du crime organisé et de ses caïds. Dans les « beaux quartiers », des notables corrompus assistent ces acteurs criminels du sommet ; ce sont leurs prestataires de services : intermédiaires financiers, marchands de biens, agents immobiliers, récipiendaires in fine de la « taxe-blanchiment ». Ainsi, en France, de 400 000 personnes du centre (ou « milieu »...) à son extrême périphérie, sont-ils sous l'influence du crime organisé.

III – États-Unis et crime (s)

- **Ça commence mal...**¹²

Sous le nom de « Pequot Wars », en 1637, un massacre de ±1 500 Amérindiens (hommes, femmes, enfants), villages incendiés, etc. Le génocidaire-en-chef est le pèlerin puritain William Bradford qui commente ainsi l'affaire, sans oublier, au passage, de « remercier Dieu providentiel et secourable » : « Vision terrible de les voir ainsi rôtir dans l'incendie, ensuite éteint par les flots de leur sang ».

- **Misère, chômage et crime (une fois encore...)**

(Voir plus haut, les études suédoises). Durant la grande récession de la décennie 1930, le chômage et la misère sont au plus haut, tandis que la criminalité baisse fortement, là où on la décompte à l'époque (dont à Chicago !). Dans la décennie 1960, le chômage est au plus bas MAIS la criminalité explose. À la fin de la décennie 1990, le chômage est élevé, MAIS la criminalité baisse fort. Enfin lors de la crise *Subprimes-Wall Street* (2008-2010, la misère et le chômage explosent, tandis que la criminalité continue de baisser.

- **Les émeutes des Noirs (décennies 1960 & 1970)**¹³

Les émeutes des Noirs ne sont pas une nouveauté aux États-Unis. D'usage plutôt calme et (sauf milieux criminels) encadrées par des églises et pasteurs plutôt rigoristes, les populations noires explosent parfois - toujours pour le même motif : l'assassinat d'un des leurs par des policiers en mode *Far-West*. De 1964 à 1967 éclatent ainsi

plus de 30 violentes émeutes, dont celles de Detroit (juillet 1967, incendies, pillages, 43 morts) ; le même mois à Newark (26 morts, blessés par centaines \$10 millions de dégâts). La première de toutes, et la plus frappante pour l'opinion, étant celle des « *Watts Riots* » à Los Angeles, été 1965 : une semaine de chaos, des quartiers entiers incendiés, 34 morts.

Au pouvoir depuis 1967, le président Lyndon Johnson convoque une commission bipartisane (3 démocrates, 3 républicains) pour calmer le jeu ; elle porte le nom de son président Otto Kerner, gouverneur démocrate de l'Illinois. Publié en 1968, ce rapport nomme clairement les choses (le quartier noir = le ghetto) et pose les bonnes questions : « Qu'est-il arrivé et pourquoi ? Que faire pour que ça n'arrive plus ? ». Ce rapport est lucide : dès son introduction, il affirme « Notre nation évolue en deux sociétés distinctes, une Noire, une Blanche, séparées et inégales ». Mais après - pendant cinquante-deux ans ! Ladite nation fait presque tout ce que le rapport Kerner demandait d'éviter. Ainsi, reste-t-il lettre morte - d'autant plus que les choses empirent encore lors de l'assassinat de Martin Luther King jr en avril 1968 : une centaine d'émeutes ravagent alors le pays entier.

- **Les émeutes des Noirs (2020-2021)¹⁴**

Le 25 mai 2020 (un demi-siècle plus tard), un policier de Minneapolis étouffe George Perry Floyd en voulant l'arrêter. Le 28, le commissariat du quartier en cause est brûlé jusqu'au sol. Des émeutes ravagent alors des dizaines de métropoles des États-Unis : Anchorage, Atlanta, Chicago, Los Angeles, New York City, Salt Lake City, Washington

DC, etc., 350 au total les semaines suivantes. La Garde nationale est déployée dans 23 États ; ± 20 morts, un milliard de dollars de dégâts minimum. Au-delà du meurtre de George Floyd, le niveau de vie des Afro-américains n'aide pas à la paix sociale : (Classement *US News & World Report*, 2019), à Minneapolis, un gouffre sépare les Blancs des Noirs : le revenu annuel moyen d'un foyer blanc est de 47 000\$ plus élevé que celui d'un noir ; 76% des Blancs possèdent leur maison, 25% des Noirs.

Là encore, nulle génération spontanée : dominé par la gauche radicale, le mouvement *Black Lives Matter* (BLM) fondé en 2013, manifeste dès 2014. Son activisme paie, à première vue : là où il s'agit (des métropoles, d'usage), les homicides policiers diminuent ; mais ensuite, dans ces zones désormais peu ou plus policiées, les homicides augmentent ; pour la plupart, entre Noirs (victime et meurtrier). Pour une étude de l'Université du Massachusetts (2014 à 2019, $\pm 1\ 600$ manifestations de BLM et $\pm 350\ 000$ manifestants), les homicides augmentent, là où elles adviennent, de $\pm 10\%$ sur un à deux ans. Disons-le autrement : il y a eu, là où BLM a manifesté, souvent violemment, de $\pm 1\ 000$ à $\pm 6\ 000$ homicides de plus, que si ces démonstrations n'avaient pas eu lieu.

Pourquoi ? Cette agitation démoralise et démobilise la police, qui « lève le pied » ; ce qui, en même temps, encourage les malfaiteurs. Une autre étude du *Public Policy Institute* californien établit que, suite au meurtre d'un Noir et aux manifestations subséquentes, les homicides et vols violents augmentent de 10 à 17% dans le quartier en cause. Motif : la population, effrayée, fuit les policiers et les taux d'élucidation baissent. Cet effet de levier sur les crimes

graves peut durer trois ou quatre ans, avant de se résorber.

- « Satanic panic » :
(encore) un délire puritain ¹⁵

Notre rubrique criminologique a déjà analysé ces « paniques sataniques », si typiques de l'originel puritanisme de la Nouvelle-Angleterre, exacerbées par des médias prêts à tout pour faire de l'audience - donc des dollars. Des sectes d'autant plus effrayantes qu'elles n'existent pas, enlèvent des enfants pour les sacrifier à Satan - nous sommes en 1980, pas en 1680, souvenons-nous.

Des parents creusent sous une école maternelle, y cherchant des tunnels secrets. Les policiers publient des tableaux de symboles ou sigles païens. En 1988, un fabricant de savonnettes et de dentifrice est accusé publiquement de satanisme... Il finance le culte du diable ! Or si le logo de *Procter & Gamble* représente 13 étoiles, il s'agit des 13 colonies originales sur le sol américain. La multinationale doit cependant se défendre - et finit par changer de logo en 2007.

Informations et *talk-shows* affolent alors le pays. Sur les bureaux du FBI - submergé par une marée d'appels de « victimes », des dossiers illusoires s'entassent par centaines. Carburant du délire le livre « *Michelle Remembers* » où une toxicomane délirante raconte avoir, petite fille, été possédée par le démon ; de là, d'autres livres par dizaines ; des conférences sur les orgies sataniques ; des séminaires sur les calendriers sataniques ; des listes d'organisations satanistes... les astrologues s'y mettent. Bien sûr, toute vérification

volatilise le délire diabolique - mais les médias et les psys repartent à l'assaut.

En 1985, les télévisions grand-public produisent des émissions sur les mutilations rituelles d'animaux par les adorateurs du diable ; d'autres, sur le rock satanique, ses graffitis révélateurs, le sens caché des paroles de ses chansons. L'émission populaire 20/20 clame « Satan est bien vivant et actif... Ses fidèles très secrets sont partout dans la société... »... L'occulte est partout... Il nous encercle tous !

En 1984 la justice martyrise les employés « satanistes » d'un jardin d'enfants. L'enquête évoque un « homme-bouc », des sacrifices sanglants d'animaux, une sorcière qui s'envole, des « violences invisibles ». 10 ans après, le parquet a dépensé 15 millions de dollars sur cette seule enquête - mais le procès avorte, pour cause d'absolue vacuité.

D'autres ont moins de chance : dans la décennie 80, plus de 12 000 Américains sont poursuivis, 200 inculpés de fictifs « crimes sataniques », des dizaines, lourdement condamnés sur la seule foi d'enfants rendus fous par leurs géniteurs. En 2011, trois jeunes de l'Arkansas sont libérés, dix ans après leur inculpation pour « sacrifice humain satanique ». Un couple du Texas est libéré en 2013, après 21 ans de prison. Nulle preuve concrète jamais fournie - pour cause - et des aveux extorqués par menaces violentes.

Les choses ont-elles changé depuis lors ? Non : le délire s'est déplacé, voilà tout. En 2021, dire outre-Atlantique qu'un enfant naît d'un homme et d'une femme, provoque d'aussi délirantes persécutions : Salem un jour, Salem toujours.

- **Détecter les tueries de masse : une impasse**¹⁶

Selon de récentes études (détails, note 16) rechercher les motivations du tueur de masse serait futile. On dépenserait à ces recherches des fortunes, sans que cela n'aide jamais à éviter à l'avenir de telles tueries. Classiquement (mais pas toujours) ces tueurs sont en colère, ont vécu des contrariétés ou des persécutions, sont émotivement instables, socialement isolés. En général aussi, ce sont des hommes habités de fantasmes de vengeance pour de supposés mauvais traitements, rejets ou humiliations.

Partant de là, si l'on ébauche un profil du tueur de masse, on trouve ceci : violent antérieurement, alcoolisme et/ou toxicomanie ; passé de victime, maltraitance, violences (parentales et/ou entre enfants), colérique, fasciné par les armes et la mort. Mais tous ces caractères sont flous, trop répandus et impossibles à repérer socialement. Certains facteurs sont censés précipiter la tuerie : perdre un procès... être licencié... rupture sentimentale - là aussi, l'entonnoir est mille fois trop vaste. Des millions d'individus possèdent tout ou partie de ce tableau surtout psychologique - et les tueurs en série sont une centaine chaque année, pour 330 millions d'Américains.

La piste de la pathologie mentale ? Le FBI a étudié 63 tueurs de masse de 2000 à 2013 : seuls 16 avaient vu un psy, 3 souffraient de psychoses graves. Mais les États-Unis réalisent peu d'autopsies psychiatriques, sérieuses et formelles, qui sont très chères : il faut, pour un seul tueur de masse, collecter des masses de données (en visant l'intégralité), interroger

les familles, proches et collègues, les psys, docteurs et employeurs, copains d'études ou enseignants. Ce, pour apprendre de possibles menaces de tuer, une agressivité croissante, des propos suicidaires, etc. Les rares fois où l'on a disposé d'un tableau quasi-complet, on a conclu que le sujet étudié exprimait de la rage, du ressentiment ; qu'il était socialement déviant, mais « fou », non - pas même « malade ».

Tueurs en masse : que des hommes blancs ?

Non : selon la base documentaire commune de Northeastern University, du quotidien USA Today et d'Associated Press (2006-2021), les Blancs représentent 55% des tueurs de masse ; une autre base documentaire calculant autrement aboutit à 64% de Blancs. Au dernier recensement, 67% des adultes des États-Unis sont Blancs (non-hispaniques).

IV - Grandes entités criminelles

- **Cosa Nostra, Sicile : un toujours plus dense maillage territorial**¹⁷

Sauf exceptions, les médias d'information ont aujourd'hui perdu le désir d'enquêter : en matière de sécurité, ce qu'ils affirment tient le plus souvent à des sympathies politiques, à des recopiations de collègues ou à des sources policières ; avantage non négligeable : rien de ce qui précède ne coûte bien cher à acquérir.

Ainsi, rayon idées reçues sur les mafias du *Mezzogiorno*, tout média s'extasie désormais sur la *Ndrangheta* de Calabre : les plus forts, les plus riches, les plus féroces, etc. Et *Cosa Nostra* de Sicile ? L'ombre d'elle-même...

survit péniblement... la répression les traque. Or, preuves ci-dessous à l'appui, c'est faux : non seulement, sur la majorité du territoire sicilien, Cosa Nostra possède un maillage criminel sans exemple au monde - nous pesons nos mots ; mais encore, malgré les vantardises de Rome, cette illicite architecture s'améliore depuis un demi-siècle : plus de « familles », mieux agencées. Reprenons l'expression fameuse de Martin Heidegger « L'arbre pousse par les branches, mais aussi par les racines » : l'enracinement de « l'Honorable Société » a encore progressé.

Depuis des décennies - cas unique - Cosa Nostra possède en Sicile tout un système de « préfectures », les *mandamenti*, surplombant régionalement les « familles », elles locales. Présentons l'ensemble (*Source : DIA, septembre 2021*) :

1 - Épicentre mafieux (ouest de l'île, ville et province de Palerme, provinces de Trapani, d'Agrigente et de Caltanissetta) :

PALERME-VILLE : 8 *mandamenti*, 33 familles : *mandamento* de San Lorenzo-Tommaso Natale (8 fam.) - mand. de Resuttana (4 fam.) - mand. de Porta Nuova (4 fam.) - mand. de Pagliarelli (5 fam.) - mand. Della Noce (5 fam.) - mand. Passo di Rigano - Bocca di Falco (3 fam.) - mand. Villagrazia-Santa Maria di Gesù (2 fam.) - mand. de Ciaculli (4 fam.).

PROVINCE DE PALERME : 7 *mandamenti*, 49 familles.

Province + ville de Palerme, incroyable maillage de 15 *mandamenti* et 82 familles. Pour mémoire, la province de Palerme, ville comprise, compte 1,25 million d'habitants.

PROVINCE DE TRAPANI - 4 *mandamenti*, 17 familles.

Province d'Agrigente, 7 *mandamenti*, 42 familles.

Province de Caltanissetta, 4 *mandamenti*, 20 familles.

Épicentre mafieux : 270 familles et 30 « préfectures ». Ne remontons qu'à la libération de l'île en 1943 : nulle de ces familles, ni de ces « préfectures », n'a pu être dissoute, pas même durablement réduite, par la répression. La première de ces « cartes politiques » de Cosa Nostra, réalisée par la DIA, que l'auteur a vu à l'époque, remonte à 1988. Toutes les familles et préfectures de l'époque perdurent à ce jour. Quelques-unes (Cosa Nostra n'aime pas la hâte...) s'y sont surajoutées.

2 - Ailleurs dans l'île : coalitions de famille, sans *mandamenti* proprement dits : province d'Enna, 5 familles ; province de Catane, 38 familles ; plus ville de Catane, 15 familles ; province de Syracuse, 23 familles ; province de Raguse, 4 familles ; province de Messine, 12 familles ; plus ville de Messine, 12 familles.

• Mara Salvatrucha : un méga-gang d'Amérique centrale (à l'origine) ¹⁸

En argot salvadorien-latino *Mara Salvatrucha* signifie quelque chose comme « la bande des Salvadoriens dangereux ». MS13 (son sigle) apparaît voilà plus de 40 ans en Californie, dans le secteur Los Angeles-Pico Union. Dans la décennie 70, Los Angeles est à 20% Latino, 8% Noir, 5% Asiatique ; le reste, Blanc ($\pm 65\%$). Au Salvador, 1,5 million d'habitants à

l'époque, sévit une féroce guerre civile (1979-1992) entre pouvoir militaire et guérilla révolutionnaire, le Front Farabundo Marti de libération nationale. La guerre fait ±75 000 morts, 8 000 disparus. Par milliers, les Salvadoriens fuient, d'abord en Californie.

À l'époque toujours, Los Angeles est la capitale américaine des gangs juvéniles ethniques, (*Crips*, *Bloods* pour les Noirs, etc.). Entre ces gangs, de féroces « guerres ». En quinze ans (1979-1994,) elles font ±7 200 morts à Los Angeles même.

Que faire dans ce cas ? D'autres gangs pour pouvoir résister, survivre. MS 13 apparaît, un autre gang salvadorien aussi, le 18th Street Gang ou Barrio 18. Au début de la décennie 80, MS 13 a plusieurs centaines de membres en Californie, pratiquant le racket local sur « leur » territoire (« *La*

renta »), le deal de drogue à petit niveau, etc. Mais en 1996 est promulguée la loi fédérale américaine « *Illegal immigration reform and immigrant responsibility act* ». Suite à quoi, de 1996 à 2016, les États-Unis expulsent vers le Salvador une centaine de milliers de voyous (M18 et MS13).

Bien entendu, ces bandits ne disparaissent pas des États-Unis : le MS13 surnage à San Francisco, Long Island (New York) et au Maryland. D'autres retournent dans leur région du « Triangle du Nord » de l'Amérique centrale : Salvador bien sûr, mais aussi Guatemala et Honduras. En 2020, MS 13 comptait au Salvador ±40 000 membres et y rackettait ±75% des entreprises et commerces du pays. Cela dit, MS13 reste un méga-gang plutôt famélique : diviser son revenu criminel estimé par tous ses membres supposés donne une « solde » mensuelle de 65 US\$ par gangster...

Notes

1. « La grande réinitialisation » Klaus Schwab & Thierry Malleret, *Forum Publishing* (Forum économique mondial - Davos), 2000 - Charles Tilly « La guerre et la construction de l'État en tant que crime organisé », revue POLITIX, Vol. 13, N°49, 1^e trimestre 2000 ; traduction (pesante) de « War making and state making as organized crime », un chapitre de « Bringing the state back in », P.B Evans, D. Rueschmeyer, T. Stockpol, Cambridge University Press, 1985. La citation de Paul Valéry « L'Europe et l'esprit : écrits politiques 1896-1945 », Gallimard, 2020.
2. Le 28 janvier 1570, au nom de la reine de Navarre, l'amirauté (calviniste) de La Rochelle autorise le capitaine Jacques de Sores à partir en course « pour courir sus aux ennemis de la religion réformée ». Voir <https://museeprotestant.org/notice/les-corsaires-huguenots-au-xvie-siecle/>.
3. *New York Times International* - 12/09/2020 « This is basically two countries living under the same roof ».
4. (juillet 2021) « Deux études scandinaves sur plus d'un million de personnes ne trouvent aucun lien entre pauvreté et criminalité, une fois tous les autres facteurs pris en compte » ACADEMIC GROUP : <https://academic.oop.com/ije/advance-article/doi/10.1093/ije/dyab099/6288123>
CAMBRIDGE : <https://www.cambridge.org/core/journals/the-british-journal-of-psychiatry-article/childhood-family-income-adolescent-violent-criminality-and-substance-misuse-quasi-experimental-total-population-study/A5CF371A1776F376ED11FCB5A22305A5>

5. Handbook of Terrorism Prevention and Preparedness, Edited by Alex P. Schmid (reçu, octobre 2021) - *New York Review of Books* - 21/10/2021 « The human cost of AI » - *Daily Star* - 13/02/2021 « Real life Minority Report as AI set to read emotions to stop crime » - *The Sun* - 2/08/2021 « US developing Minority Report style AI to predict future » - *L'Union* - Quand l'armée s'associe à la science-fiction pour imaginer le pire » - *New York Times International* - 4/05/2019 « We knew what was coming ».
6. TATP : triacétone tripéroxyde, l'explosif utilisé à Paris en novembre 2015.
7. « Hiver caraïbe et autres voyages » Paul Morand - Bouquins-Laffont, 2019.
8. *L'Est-éclair* - 29/11/2020 « Barberey Saint-Sulpice, 11 juillet 1975, le directeur du Mammouth braqué ».
9. Dans la Voix du Nord, du 14/07/2021 au 26/08/2021, sept épisodes très détaillés sur l'aventure du Gang (islamiste) de Roubaix ; une dizaine d'individus, de janvier à mars 1996.
10. Livre Blanc de la sécurité intérieure, ministère de l'Intérieur, novembre 2021.
11. « Quel est le poids économique du crime en France ? » Jacques Sapir, *Front Populaire* (revue) N°6, 2021.
12. *New York Review of Books* - 25/02/2021 « Pranksters and Puritans ».
13. *New York Review of Books* - 19/08/2021 « A Warning Ignored ».
14. *Vox* - 9/04/2021 « The effect of Black Live matter protests ».
15. *New York Times* - 31/03/2021 « It's time to revisit the Satanic Panic ».
16. *Psychiatric Times* - 17/02/2020 « Mass shooters and the psychopathology spectrum »...
14/01/2019 « Moving beyond motives in mass shootings » - *Washington Post* - 27/03/2021 « The numbers undercut myths about mass shootings and white men ».
17. DIA (Direction des investigations antimafia) septembre 2021 : implantation territoriale de Cosa Nostra en Sicile.
18. *New York Review of Books* - 13/05/2021 « I've lost everything to the beast ».

Sécurité Globale

Bulletin d'abonnement ou de réabonnement

À retourner accompagné de votre règlement aux
Éditions ESKA – 12, rue du Quatre-Septembre, 75002 PARIS
Tél. : 01 42 86 55 65 – Fax : 01 42 60 45 35

<http://www.eska.fr>

M, Mme, Mlle _____ Prénom _____

Société/Institution _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Pays _____

Adresse électronique _____

TARIFS D'ABONNEMENTS*

	France particulier	France société/ institution	Etranger particulier	Etranger société/ institution
1 an (2022)	<input type="checkbox"/> 111 €	<input type="checkbox"/> 141 €	<input type="checkbox"/> 136 €	<input type="checkbox"/> 167 €
2 ans (2022 et 2023)	<input type="checkbox"/> 200 €	<input type="checkbox"/> 250 €	<input type="checkbox"/> 240 €	<input type="checkbox"/> 299 €

* Abonnements souscrits à l'année civile (janvier à décembre).

Je souscris un abonnement pour 1 an 2 ans

Je joins mon règlement de Euros

par chèque bancaire à l'ordre des Éditions ESKA

par virement bancaire aux Éditions ESKA – BNP Paris Champs Elysées 30004/00804/ compte : 00010139858 36

par carte bancaire : merci d'indiquer votre numéro de compte et la date d'expiration

N° carte bancaire : Visa Eurocard/Mastercard

Date d'expiration : _____ Signature :

Derniers numéros parus

Sécurité globale 28 | 2021 Djihad, Finance – Temporalité
Sécurité globale 27 | 2021 Information–Anticipation–Renseignement
Sécurité globale 26 | 2021 Terrorisme : Evolutions – Législations
Sécurité globale 25 | 2021 Bioterrorisme – Crime organisé – Géopolitique
Sécurité globale 24 | 2020 Nouveaux conflits : bioterrorisme et Covid – Armées "privées"
Sécurité globale 23 | 2020 Sécurité nationale – "Embrasement des quartiers"
Sécurité globale 22 | 2020 Crise Covid-19, crimes et fraudes
Sécurité globale 21 | 2020 Djihadisme : le combattre
Sécurité globale 20 | 2019 Spécial données – 2018, 2019
Sécurité globale 19 | 2019 ANSSI. 10^e anniversaire – « Diversité ». Un mot sans histoire
Sécurité globale 18 | 2019 Maîtrise du terrorisme par le haut
Sécurité globale 17 | 2019 Géopolitique, Sécurité–Légalité
Sécurité globale 16 | 2018 Brésil demain : Sécurité, économie, écologie
Sécurité globale 15 | 2018 Cybermonde : état des lieux, perspectives, risques et périls
Sécurité globale 14 | 2018 Géopolitique – Terrorismes et crime organisé
Sécurité globale 13 | 2018 Terrorisme – Criminologie
Sécurité globale 12 | 2017 Terrorisme – Criminologie
Sécurité globale 11 | 2017 Géopolitique – Criminologie – Terrorisme
Sécurité globale 10 | 2017 Le chi'isme paramilitaire
Sécurité globale 9 | 2017 Les habits neufs de l'impérialisme
Sécurité globale 8 | 2016 Cyber-chaos et sécurité numérique
Sécurité globale 7 | 2016 Islam activiste, réaction et révolution
Sécurité globale 6 | 2016 Le monde criminel à l'horizon 2025
...



ÉDITIONS ESKA

12 rue du Quatre-Septembre – 75002 Paris, France

Tél. : 01 42 86 55 65 | Fax : 01 42 60 45 35

<http://www.eska.fr>